



Les effets contradictoires des sanctions occidentales sur les relations économiques russo-africaines

Thierry VIRCOULON

► Points clés

- À partir des années 2010-2012, les rapports économiques entre la Russie et l'Afrique subsaharienne ont connu un nouvel élan caractérisé par des échanges commerciaux modestes, structurellement excédentaires en faveur de la Russie, et à des investissements dans les secteurs extractifs des mines et des hydrocarbures.
- Si les sanctions économiques occidentales ont entravé l'expansion des investissements russes en Afrique et impacté le commerce, le dialogue russo-africain sur la coopération économique se poursuit en se focalisant sur le secteur énergétique.
- Ce paradoxe s'explique par des raisons politiques, la plus importante d'entre elles étant la volonté africaine de ne pas s'aligner sur la politique d'isolement de la Russie promue par les Occidentaux.
- Les sanctions économiques doivent être accompagnées d'un discours politique à l'intention des pays tiers, ce qui semble faire défaut.

La formation de la « RussAfrique » économique

Si l'Afrique est récemment passée de la dernière à la sixième place dans le classement des dix priorités du Concept de politique étrangère russe¹, la relance des échanges économiques russo-africains date en fait des années 2010-2012, après deux décennies d'échanges limités consécutifs à la disparition de l'Union soviétique (URSS). En 2021, les échanges commerciaux atteignaient 22 milliards de dollars et comprenaient des ventes d'armes, des produits pétroliers raffinés, des engrais et des biens manufacturés². Ces échanges restreints avaient l'avantage d'être excédentaires pour le commerce russe, ce qui s'expliquait en partie par le fait que les ventes d'armes représentaient l'essentiel des échanges russo-africains (la Russie détenant à l'époque 40 à 50 % du marché africain³). En outre, les entreprises extractives russes s'intéressaient au continent et commençaient

La relance des échanges économiques russo-africains date en fait des années 2010-2012

à y investir. Les grandes sociétés d'hydrocarbures russes étaient présentes dans la principale région de production africaine, le golfe de Guinée, et signalaient leur intérêt pour un nouvel eldorado gazier, le Mozambique. Des sociétés minières russes investissaient en particulier en Afrique australe. Le projet le plus coûteux fut signé en 2014 au Zimbabwe. Le Great Dyke Investment était un partenariat entre un consortium russe (Vi Holdings, Rostec et Vnesheconombank) et une société zimbabwéenne (Landela Mining Venture) pour le développement d'un des plus grands gisements de platine du monde, pour un coût estimé à trois milliards de dollars⁴. Par ailleurs, le premier producteur mondial de diamants, la compagnie russe Alrosa, était devenue en 2018 le second actionnaire de la mine de diamants de Catoca en Angola.

Depuis une dizaine d'années, les compagnies russes Lukoil et Rosneft ont fait leur entrée dans la production d'hydrocarbures (*upstream*) en partenariat avec des compagnies occidentales jouant le rôle d'opérateur. Parmi les compagnies russes d'hydrocarbures, Lukoil est celle qui s'est le plus engagée en Afrique, pour un montant compris entre un et deux milliards de dollars. Elle a pris des participations dans le développement de plusieurs projets dans le golfe de Guinée⁵. Sa plus coûteuse acquisition

1. « Концепция внешней политики Российской Федерации » [Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie], Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 31 mars 2023, disponible sur : <https://mid.ru>.

2. À titre de comparaison, la même année, les échanges entre la Turquie et l'Afrique subsaharienne d'un côté, et la France et l'Afrique subsaharienne de l'autre, représentaient respectivement 40 milliards et 30 milliards de dollars.

3. A. Verdebout, « Ventes d'armes russes en Afrique : les effets contrariés des sanctions occidentales », *Note d'analyse du GRIP*, GRIP, 31 mai 2023, disponible sur : www.grip.org.

4. « Darwendale Platinum Project », NS Energy, 7 mai 2025, disponible sur : www.nsenergybusiness.com ; « On the First Phase of Constructing Darwendale Platinum Mine », Ambassade de la Fédération de Russie en République du Zimbabwe, 7 mai 2025, disponible sur : <https://zimbabwe.mid.ru>.

5. Voir ci-après tableau n° 1 « Les investissements africains de Lukoil avant 2022 », p. 3.

fut une participation à hauteur de 800 millions de dollars dans le développement de la concession Marine XII, au large des côtes congolaises. ENI est l'opérateur de ce gisement dont Lukoil est partenaire à 25 %. De même, Lukoil est entrée dans des consortiums au Ghana (gisement de Pecan), au Cameroun (gisement d'Etinde) et au Nigeria. En 2019, Rosneft a, en outre, signé un mémorandum avec la Société nationale des hydrocarbures du Mozambique afin de développer des gisements de gaz naturel dans ce pays où elle avait remporté un appel d'offres en 2015⁶. La Russie s'était aussi positionnée sur le marché des infrastructures pétrolières (raffineries, *pipelines*, etc.), notamment au Nigeria, au Soudan du Sud et en Ouganda⁷.

Mais l'expansion des compagnies russes en Afrique subsaharienne a aussi subi des déconvenues. Le président de Rosneft, l'ancien vice-premier ministre russe Igor Setchine et intime de Poutine, a tenté — sans succès — de prendre des participations en Angola et au Gabon. Gazprom n'est pas parvenu à entrer dans l'*offshore* gazier mozambicain et Lukoil a vu ses ambitions contrariées dans cette nouvelle zone de production qu'est l'*offshore* sénégalais⁸. En 2020, la compagnie australienne Woodside Energy a réussi à éviter l'arrivée de Lukoil dans le consortium qui exploite le gisement *offshore* de Sangomar⁹. Au Mozambique, la banque publique russe VTB Capital avait été impliquée dans le grand scandale des dettes cachées, qui avait éclaté en 2016 et avait provoqué des tensions entre le Fonds monétaire international (FMI) et le régime mozambicain, ainsi que l'arrestation du ministre des Finances¹⁰. Au bilan, le regain des échanges économiques n'avait pas permis à la Russie de rattraper son retard sur la Chine et l'Union européenne (UE) en Afrique subsaharienne, où elle restait un partenaire commercial et un investisseur négligeables.

La Russie : un partenaire commercial et un investisseur négligeables

6. T. Coloma, « La stratégie économico-sécuritaire russe au Mozambique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, 20 mai 2020, disponible sur : www.ifri.org.

7. « South Sudan, Russia Seal Oil, Mining Deal », *Golden Times South Sudan*, 17 avril 2024, disponible sur : <https://goldentimesouthsudan.com> ; « Russian Firm Wins Contract to Build Uganda's First Oil Refinery », *The East African*, 17 février 2015 (mis à jour le 5 juillet 2020), disponible sur : www.theeastafrican.co.ke.

8. La découverte de gisements d'hydrocarbures *offshore* au large du Sénégal date des années 2015-2017, tandis que leur exploitation est très récente.

9. B. Augé, « La Russie est un nain dans l'exploration et le développement des hydrocarbures en Afrique », *Le Monde*, 25 octobre 2019, disponible sur : www.lemonde.fr.

10. T. Coloma, « La stratégie économico-sécuritaire russe au Mozambique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2020, disponible sur : www.ifri.org. Après avoir été extradé aux États-Unis, en 2024, l'ex-ministre des Finances du Mozambique a été jugé coupable de détournement et de corruption. Il est actuellement emprisonné aux États-Unis.

Les investissements africains de Lukoil avant 2022

Pays	Partenaires initiaux	Date du contrat	Situation actuelle
Nigeria	Nigeria National Petroleum Corporation (30 %) Oil and Gas Nigeria (30 %) Chevron (22 % opérateur) Lukoil (18 %)	2009	Inconnu
Congo-Brazzaville	ENI (65 % opérateur) Société Nationale des Pétroles du Congo (10 %) Lukoil (25 %)	2014	En exploitation
Ghana	Aker Energy (50 %, opérateur) Lukoil (38 %) Ghana National Petroleum Corp (10 %) Fueltrade (2 %)	2014	À l'arrêt
Cameroun	New Age (30 %, opérateur) Lukoil (30 %) Bowleven (20 %) Société Nationale des Hydrocarbures (20 %)	2015	À l'arrêt

Source : LUKOIL — *International Projects*.

Les investissements miniers et pétrogaziers des entreprises russes constituaient aussi un outil stratégique qui mettait en relation les oligarques et les dirigeants africains¹¹. Par exemple, Viktor Vekselberg, le patron du Renova Group (une compagnie multisectorielle fondée en 1990), a investi avec une société financière de l'African National Congress (ANC) dans la seconde plus grande mine de manganèse d'Afrique du Sud et comptait parmi les donateurs de l'ANC, pour un montant de 826 000 dollars. Les relations financières dissimulées entre le parti qui dirige l'Afrique du Sud et cet oligarque ont alors déclenché une vive polémique politique¹².

Dans le paysage des relations économiques russo-africaines, Yango, le « Uber russe », représente une exception à double titre. D'une part, cette société, qui a commencé à s'implanter en Afrique en 2018 et est aujourd'hui présente dans treize pays africains, fait partie du secteur tertiaire et non du secteur industriel. Elle offre un service de transport de passagers et de livraison en Afrique, en Europe et en Asie. D'autre part, contrairement à de nombreuses entreprises du secteur extractif russe, son président directeur-général, Arkadi Voloj, qui vit en Israël depuis 2014, n'était pas affilié au régime russe. Après avoir été frappé par des sanctions européennes en 2022, Arkadi Voloj a été réhabilité en 2024¹³.

11. D. Van Rensburg, « The ANC's Manganese Gold Mine », AmaBhungane, 9 mai 2022, disponible sur : <https://amabhungane.org>.

12. A. Sguazzin, « Vekselberg-Linked Firm Helps Pay for ANC's Electoral Conference », Bloomberg, 2 mars 2023, disponible sur : www.bloomberg.com.

13. « L'Europe lève les sanctions qui pesaient sur le cofondateur de Yandex », *Le Monde*, 13 mars 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

L'impact des sanctions occidentales

Si, avant le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, la Russie disposait d'un portefeuille de projets dans les secteurs extractifs africains et d'un commerce modeste mais structurellement excédentaire avec l'Afrique subsaharienne, les sanctions économiques occidentales ont modifié les équilibres. Faire des affaires avec des entreprises russes est devenu à la fois plus compliqué et plus coûteux, notamment dans le secteur des hydrocarbures.

Les sanctions ont entravé l'expansion des investissements russes. Privées des financements nécessaires à leur expansion, les compagnies extractives russes ont dû adopter des stratégies de repli qui varient selon les investisseurs. Ils ont été contraints de se retirer officiellement, de geler leurs partenariats ou de conserver leurs actifs en fonctionnant au ralenti. Enfin, certains de leurs partenaires occidentaux et africains ont directement mis un terme à leurs partenariats avec les entreprises russes.

Dès 2022, Vi Holdings, un groupe d'investissement international russe, a annoncé qu'il abandonnait le Great Dyke Investment¹⁴. De même, deux entreprises russes ont renoncé à leurs projets en Afrique du Sud. À la fin de l'année 2023, Nornickel a vendu sa participation dans la mine de Nkomati en Afrique du Sud à son partenaire African Rainbow Minerals. Au début de l'année 2025, le gouvernement sud-africain a confirmé rechercher un financeur de substitution à Gazprombank, qui avait été choisie en 2023 pour financer la relance de la raffinerie de gaz de Mossel Bay¹⁵. En Angola, c'est le gouvernement qui a annoncé la fin d'un partenariat pourtant ancien avec Alrosa, notamment dans le développement de la mine de diamants de Catoca¹⁶.

Les grandes compagnies russes contraintes de se retirer de projets africains du fait des sanctions économiques occidentales

Pays	Compagnie	Secteur	Date de retrait
Zimbabwe	Vi Holding	Mine de platine	2022
Afrique du Sud	Nornickel	Mine de nickel	2023
Angola	Alrosa	Mine de diamants	2024
Afrique du Sud	Gazprombank	Hydrocarbures	2025

Sources : Mining.com et Africa Intelligence.

14. « Zimbabwe's Kuvimba Mining House to Raise 950 M\$ for Mining Assets Development », Mining Technology, 14 février 2025, disponible sur : www.mining-technology.com.

15. « Afrique du Sud : une banque russe pour financer les travaux de la raffinerie de gaz liquide de Mossel Bay », Energies Media, 15 décembre 2023, disponible sur : <https://energies-media.com>.

16. « Angola : poussée par Luanda, la Russie vend ses parts dans ses mines de diamants angolaises », RFI, 30 novembre 2024, disponible sur : www.rfi.fr.

À l'instar du secteur minier, les investissements russes dans le secteur des hydrocarbures ont été contrariés, voire bloqués. Au Cameroun, le projet d'exploitation est en quête d'un nouveau partenaire. La compagnie franco-britannique Perenco, qui avait envisagé de racheter les parts de New Age et d'en devenir l'opérateur, est revenue sur sa décision en 2023, jugeant un partenariat avec Lukoil trop risqué¹⁷. Au Ghana, après des rumeurs de revente des parts de Lukoil¹⁸, l'opérateur norvégien Aker s'est retiré récemment du projet et a revendu ses parts à une compagnie nigériane. Seul le projet de production de gaz naturel liquéfié (GNL) mené en partenariat avec ENI au Congo-Brazzaville avance correctement¹⁹.

Tandis qu'il est aisé de savoir si les projets d'exploitation gazière ou pétrolière se matérialisent ou non, il est plus compliqué d'évaluer l'évolution des relations commerciales entre la Russie et l'Afrique subsaharienne. Comme dans le cas d'autres pays (Iran, Corée du Nord, etc.), les sanctions économiques contre la Russie ont conduit les

autorités à opter pour la « clandestinité économique ». Les statistiques ne sont plus publiées et les activités économiques sont dissimulées. Cependant, il semble que les ventes d'armes aient décliné et que l'exportation de produits pétroliers raffinés ait augmenté²⁰.

Sur les échanges pétroliers entre l'Afrique subsaharienne et la Russie, les sanctions occidentales ont eu un résultat paradoxal. Grâce au plafonnement du prix du pétrole russe, la Russie a gagné des parts de marché dans le

secteur des produits pétroliers raffinés. De nombreux tankers de la flotte fantôme approvisionnent des ports en Afrique de l'Ouest et de l'Est pour le compte de nouvelles sociétés de *trading* apparues à Dubaï, depuis 2022²¹. Le pétrole russe à bas prix ne profite pas seulement au marché asiatique mais aussi au marché africain. En revanche, comme indiqué précédemment, les sociétés d'hydrocarbures russes ont vu leurs investissements dans le développement de la production africaine sérieusement entravés.

À l'inverse du pétrole russe, la politique russe de « prix cassé » sur le marché du blé n'a eu qu'un effet limité en Afrique subsaharienne, où la Russie exportait surtout des

La Russie a gagné des parts de marché dans le secteur des produits pétroliers raffinés

17. « Perenco a refusé d'entrer dans un projet auquel participe Lukoil au Cameroun », *Petroleum Info*, 25 janvier 2024, disponible sur : <https://petroleum-info.com>.

18. N. Verma, R. Bousso et D. Zhdannikov, « Russia's Lukoil Looks to Sell Stake in Ghana's Pecan Field », *Reuters*, 27 février 2023, disponible sur : www.reuters.com.

19. « Congo : Lukoil renforce ses engagements pétroliers avec un nouveau contrat », *Finances AO*, 30 septembre 2024, disponible sur : <https://financesao.com>.

20. G. Muñoz, « Conférence Russie-Afrique : Moscou poursuit sa promotion d'un monde multipolaire », *Le Monde*, 7 novembre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr ; A. Verdebout, « Ventes d'armes russes en Afrique : les effets contrariés des sanctions occidentales », *GRIP*, 1^{er} juin 2023, disponible sur : www.grip.org.

21. « Négocier de pétrole russe : Dubaï sort le grand jeu pour supplanter la Suisse », *Public Eye*, janvier 2024, disponible sur : www.publiceye.ch ; B. Hilgenstock, O. Hrybanovskii et A. Kravtsev, « Assessing Russia's Shadow Fleet: Initial Build-Up, Links to the Global Shadow Fleet, and Future Prospects », *KSE Institute*, 10 juin 2024, disponible sur : <https://kse.ua>.

engrais jusqu'en 2022. Lors du dernier sommet russo-africain en 2023, Vladimir Poutine avait annoncé des livraisons gratuites de blé et d'engrais à des régimes amis, qui furent effectuées en 2024. Si les livraisons de blé étaient destinées à six pays (Somalie, Mali, Burkina Faso, Centrafrique, Érythrée et Zimbabwe²²), celles d'engrais ont principalement concerné des pays d'Afrique australe (Malawi, Mozambique, Tanzanie et Zimbabwe²³).

La grande inconnue du commerce russo-africain demeure l'or, qui joue un rôle important dans la stratégie monétaire russe²⁴. Bien qu'il soit difficile d'en estimer les volumes, l'Afrique est probablement le premier fournisseur d'or de la Russie. Les réseaux russes d'importation d'or se composent d'entreprises officielles, comme NordGold, présente en Guinée et au Burkina Faso, et d'organisations paramilitaires de type mafieux, comme le groupe Wagner qui exploite plusieurs mines d'or en République centrafricaine²⁵. Avant le déclenchement de la guerre au Soudan, le groupe Wagner était impliqué dans le trafic d'or, grâce à son alliance avec les forces rebelles du général Hemedti, qui contrôlent des zones aurifères²⁶. Mais au Soudan et au Burkina Faso, les conflits en cours ont eu un impact considérable sur l'exploitation aurifère. NordGold a dû fermer sa mine de Taparko pour des raisons de sécurité en 2022²⁷, tandis que les sanctions internationales ont contraint cette entreprise à changer de raffineur et à dissimuler ses exportations par le biais d'intermédiaires²⁸.

L'Afrique est
probablement le
premier fournisseur
d'or de la Russie

Qu'il s'agisse de pétrole ou d'or, un pays joue un rôle central dans ce commerce russo-africain : les Émirats arabes unis (EAU). Ce pays accueille de nombreuses sociétés-écrans russes et est l'une des principales places de négoce pour l'or. Les équipes de Litasco, la compagnie de trading de Lukoil, se sont rapidement, dès 2022, délocalisées de la Suisse aux EAU, tandis que la plupart des nouvelles sociétés de trading soupçonnées de vendre du pétrole russe sont basées à Dubaï²⁹. Bien qu'ils s'en défendent, les EAU ont ainsi joué et continuent de jouer un rôle important dans le contournement des sanctions

22. « Russia Says It Shipped 200,000 Tons of Free Grain to Six African Countries », Reuters, 21 février 2024, disponible sur : www.reuters.com.

23. J. Surtees, « Growing Foothold: How Russia Donates Fertilizer to Deepen African Alliances », *The Guardian*, 13 mars 2023, disponible sur : www.theguardian.com.

24. J. Kennedy, E. Grossfeld, Z. Wolford *et al.*, « Gold Rush: How Russia Is Using Gold in Wartime », RAND Corporation, 9 septembre 2024, disponible sur : www.rand.org.

25. « Allez creuse bébé : contes russes de l'or en Afrique centrale », All Eyes on Wagner, 2 mai 2025, disponible sur : <https://alleyesonwagner.org>.

26. A. Soliman et S. Baldo, « Gold and the War in Sudan: How Regional Solutions Can Support an End to Conflict », Chatham House, mars 2025, disponible sur : www.chathamhouse.org.

27. « Sanctions : malgré la fermeture de Taparko, le russe Nordgold assure avoir sauvé son or africain », Africa Intelligence, 21 avril 2022, disponible sur : www.africaintelligence.fr.

28. *Ibid.*

29. C. Ravel, « De Dubaï au Cap : l'offensive africaine de l'intrigant trader Coral Energy », Africa Intelligence, 20 novembre 2023, disponible sur : www.africaintelligence.fr ; « Sous sanctions, le trader dubaïote Coral Energy se métamorphose encore », Africa Intelligence, 18 février 2025, disponible sur : www.africaintelligence.fr ; « Le pétrole russe coule encore à flots », Public Eye, n° 41, avril 2023, disponible sur : www.publiceye.ch.

économiques instaurées contre la Russie³⁰. En réponse aux pressions exercées sur les autorités émiraties, les comptes de plusieurs sociétés-écrans ont certes été fermés³¹, mais d'autres continuent d'opérer. Ainsi, le raffinage de l'or de NordGold, qui avait été délocalisé de la Suisse à Dubaï, se fait désormais *via* une filiale d'une banque émiratie en Turquie³². S'ils s'efforcent d'être plus discrets, les EAU n'ont, par conséquent, pas renoncé à leur rôle de courtier du commerce russe.

Maintenir l'illusion du partenariat économique

En Afrique subsaharienne, les effets des sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie sont mitigés. Si la politique d'investissement des entreprises russes sur le continent a été entravée, le commerce russo-africain continue et des discussions sur la coopération économique entre Moscou et les gouvernements africains sont toujours en cours. Le

Le commerce russo-africain pâtit surtout de la baisse des exportations d'armes russes

commerce russo-africain pâtit surtout de la baisse des exportations d'armes russes, d'abord et avant tout due au conflit avec l'Ukraine. Paradoxalement, alors que le portefeuille d'investissements russes en Afrique s'est contracté depuis 2022, le dialogue russo-africain sur des projets économiques se poursuit. Ainsi, un forum d'affaires Tanzanie-Russie a eu lieu à Dar-es-Salaam en octobre 2024. De même, les gouvernements du Nigeria et du Kenya ont évoqué des projets d'implantation d'usines d'engrais par

Uralchem³³. En 2024, un accord pour la construction d'un *pipeline* au Congo-Brazzaville ainsi qu'un accord pour construire une raffinerie au Soudan du Sud ont été conclus avec Moscou³⁴. Des présidents africains continuent d'adresser des demandes d'aide économique à Moscou (Centrafrique, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, etc.), tandis que Rusal envisage un projet de construction d'un port et d'un chemin de fer pour connecter à l'Atlantique (*via* la Guinée-Bissau) les régimes amis de l'Alliance des États du Sahel³⁵.

30. T. Vircoulon, « Des trous dans la raquette : les sanctions contre les exportations de pétrole russe », *Revue Esprit*, juillet 2023, disponible sur : <https://esprit.presse.fr>.

31. B. Faucon et C. Paris, « Russia's Backdoor to the Global Banking System Is Slamming Shut », *The Wall Street Journal*, 19 mars 2024, disponible sur : www.wsj.com.

32. « Ukraine War Turns Ankara into Hub for Russia's African Gold », *Africa Intelligence*, 28 juin 2022, disponible sur : www.africaintelligence.com.

33. « Ruto tente la carte russe pour relancer son usine d'engrais d'Eldoret », *Africa Intelligence*, 21 janvier 2025, disponible sur : www.africaintelligence.fr ; « South Sudan, Russia Seal Oil & Mining Deal », *Golden Times South Sudan*, 17 avril 2024, disponible sur : <https://goldentimesouthsudan.com>.

34. M. Hajbi, « Comment la Russie avance ses pions dans le pétrole au Congo », *Jeune Afrique*, 2 octobre 2024, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

35. O. Traoré, « Rusal propose son aide à la Guinée-Bissau pour la construction d'un chemin de fer reliant l'Afrique de l'Ouest », *Mali Actu*, 18 mai 2024, disponible sur : <https://maliactu.net>.

Parallèlement, Alrosa envisage d'ouvrir des mines au Zimbabwe³⁶ alors que NordGold vient d'obtenir une nouvelle concession aurifère au Burkina Faso³⁷ et que Rosatom prévoit de construire de petites centrales nucléaires dans plusieurs pays africains³⁸. La plupart des grands projets de coopération économique mis en avant par Moscou en Afrique concernent le secteur énergétique, point de convergence de la demande africaine et de l'expertise russe³⁹. Mais cette coopération économique pour de grands projets d'infrastructures énergétiques est plus apparente que réelle, faute de capacités financières suffisantes.

La permanence du dialogue sur le partenariat économique reflète une convergence davantage politique qu'économique. Pour le pouvoir russe, il s'agit de projeter l'image d'une grande puissance économique capable d'exporter son savoir-faire, d'en faire profiter les nations pauvres qui subissent le joug de « l'Occident collectif » et de démontrer l'échec de la politique d'isolement politico-économique de ce dernier. Moscou entretient donc un « dialogue publicitaire » avec les gouvernements africains pour promouvoir son image économique, et ce, grâce à divers organismes créés spécialement à cet effet. En juillet 2024, a ainsi été inaugurée à Dakar la Chambre de commerce et d'investissement pour l'Afrique, Russie & Eurasie en présence de Mikhaïl Bogdanov, représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, et de Yassine Fall, ministre de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères du Sénégal. D'après la diplomatie sénégalaise, cet organisme vise à renforcer « le partenariat stratégique entre la Russie et l'Afrique [...] sur un large éventail de secteurs clés tels que l'économie, le commerce, la sécurité, l'agriculture, l'énergie, l'industrie et les transports⁴⁰ ». De leur côté, les gouvernements africains ont au moins quatre raisons de continuer d'échanger avec Moscou sur une illusoire coopération économique : une russophilie historique, l'absence d'alternatives, la réussite de la propagande russe ou encore la volonté de ne pas s'aligner sur la politique d'isolement de la Russie promue par les Européens.

La Russie veut projeter l'image d'une grande puissance économique

Si certains dirigeants africains sont dupés par les prétentions de Moscou, d'autres sont en manque de bailleurs et n'ont pas d'alternatives (Érythrée, Guinée-Bissau, Soudan du Sud, Guinée équatoriale, etc.). Enfin, une grande partie des gouvernements ne veulent pas participer à la stratégie d'isolement de la Russie promue par les Européens et,

36. « Russia's Diamond Miner Alrosa to Set Up in Zimbabwe », *Africanews*, 16 janvier 2019, disponible sur : www.africanews.com.

37. « Le Burkina Faso octroie un nouveau permis d'exploitation d'or à la société russe Nordgold », *Jeune Afrique*, 26 avril 2025, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

38. M. de Vergès, « L'Afrique n'a qu'une centrale nucléaire, mais une multitude de projets », *Le Monde*, 15 janvier 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

39. A. Darc, « Les ambitions de la Russie dans l'énergie africaine », *NewAfrican*, 1^{er} avril 2025, disponible sur : <https://magazinedelafrique.com>.

40. « Inauguration de la Chambre de Commerce et d'Investissement Afrique-Russie-Eurasie », Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères du Sénégal, 10 juillet 2024, disponible sur : www.diplomatie.gouv.

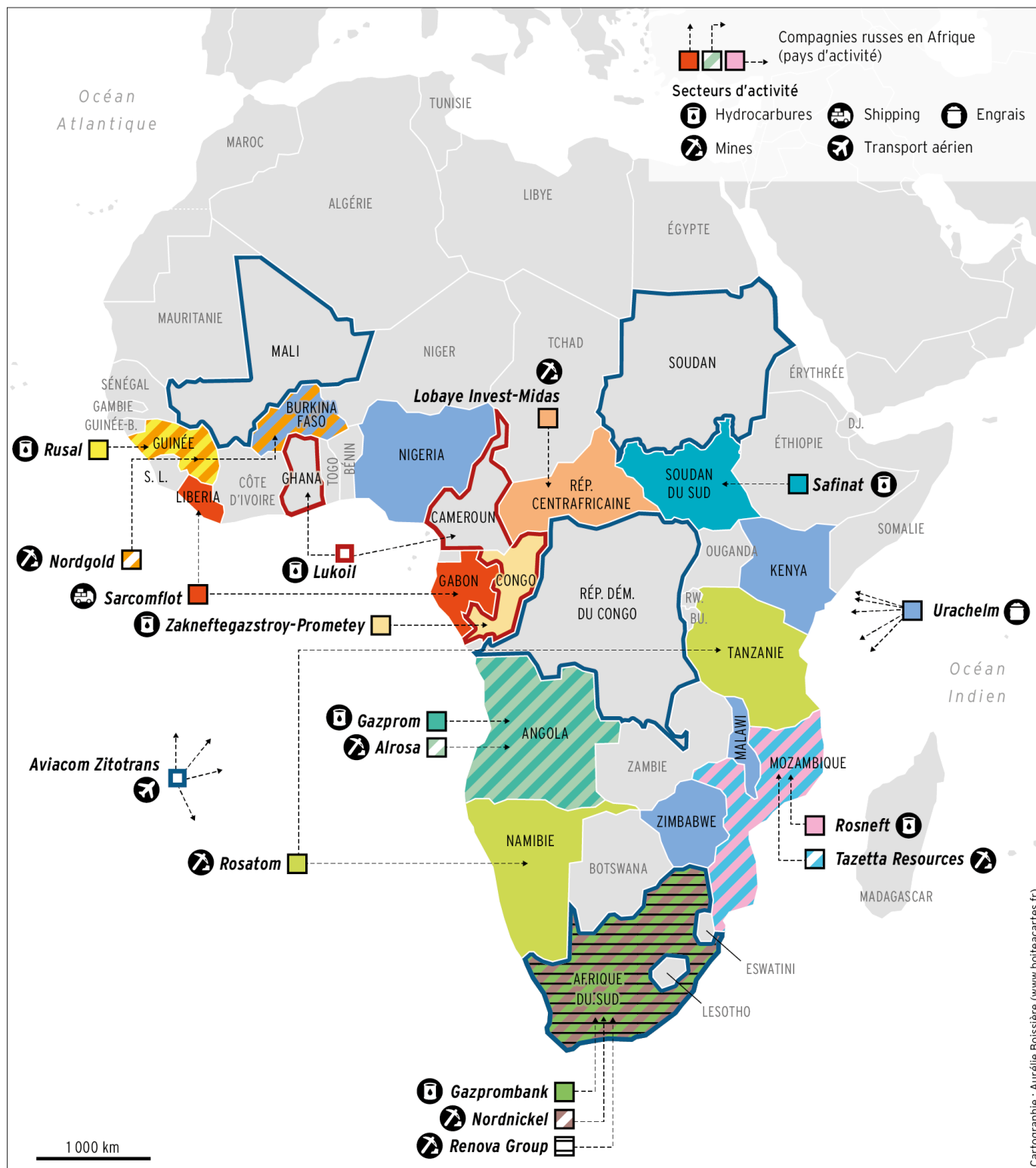
jusqu'à l'avènement de Donald Trump, par Washington. Cette volonté de ne pas suivre la diplomatie européenne renvoie à plusieurs logiques. La montée des tensions entre grandes puissances et la multi-dépendance dans laquelle se trouvent de nombreux pays africains incitent, en effet, à la neutralité. Mais il peut aussi s'agir d'affirmer par une posture diplomatique différente une plus grande distance vis-à-vis de l'Europe. Les quatre motivations ne sont pas exclusives les unes des autres. Ainsi le gouvernement du Congo-Brazzaville dialogue et signe des accords avec Moscou, probablement pour ces quatre raisons à la fois. À l'inverse, le nouveau gouvernement sénégalais, qui fait actuellement l'objet des attentions du Kremlin, est surtout soucieux de se démarquer de la diplomatie européenne.

Conclusion

La relance des rapports économiques entre la Russie et l'Afrique subsaharienne à partir des années 2010-2012 avait abouti à un commerce modeste, bien que structurellement excédentaire pour Moscou, ainsi qu'à des investissements russes dans les secteurs extractifs miniers et pétrogaziers africains. Quoique faibles, ces échanges avaient une dimension stratégique, dans la mesure où ils concernaient des secteurs comme l'armement ou l'énergie, et impliquaient des acteurs clés des régimes russe et africain.

Les sanctions économiques occidentales contre la Russie ont impacté les relations économiques russo-africaines de manière contradictoire. Elles ont réduit les investissements des grandes entreprises extractives russes sur le continent et ont contraint le commerce russo-africain à la clandestinité économique. Dans le même temps, elles ont permis à Moscou d'accroître ses ventes de produits pétroliers raffinés et, surtout, n'ont pas conduit à une rupture du dialogue sur la coopération économique. Le maintien du dialogue est certes abusivement présenté par Moscou comme une preuve de l'inefficacité des sanctions économiques, mais il est riche d'enseignements sur le comportement des pays tiers, qui permettent au Kremlin de faire illusion. Les sanctions économiques contre un pays comme la Russie ne suffisent pas ; elles doivent être accompagnées d'un discours politique auprès des pays tiers, discours qui fait gravement défaut.

Annexe : les compagnies russes en Afrique



Source : © Aurélie Boissière/AbCarto, 2025.

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group.

Comment citer cette publication :

Thierry Vircoulon, « Les effets contradictoires des sanctions occidentales sur les relations économiques russo-africaines », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 28 mai 2025.

ISBN : 979-10-373-1054-5

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Premier sommet Russie-Afrique, à Sotchi, en Russie, en octobre 2019 © GCIS/Flickr.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

